

**Bureau du 11 septembre 2018**

Membres en exercice : 17

Membres présents ou suppléés : 12

Membres ayant donné mandat : 1

Nombre de voix : 13

Pour : 13

Contre : 0

Abstention : 0

**DELIBERATION n°20180459**

**APPROBATION DE LA CONVENTION D'APPLICATION 2017-2020  
DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES  
AVEC LA COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-DE-CALBERTE**

Le bureau de l'établissement public du Parc national des Cévennes, convoqué par courriel du 5 septembre 2018, s'est réuni le 11 septembre 2018 à 14h30, au siège de l'établissement à Florac Trois Rivières, sous la présidence de M. Henri COUDERC :

Présents avec voix délibérative :

- M. Jean-Pierre ALLIER, 2<sup>e</sup> vice-président du conseil d'administration de l'EP PNC,
- M. Laurent BELIER, suppléant de M. Kisito CENDRIER, représentant du personnel de l'EP PNC,
- M. Lucien AFFORTIT, président de la commission *Tourisme* de l'EP PNC,
- Mme Isabelle FARDOUX-JOUVE, présidente de la commission *Patrimoine culturel* de l'EP PNC, représente aussi M. Denis BOUAD, président du département du Gard,
- M. Christian HUGUET, président de la commission *Cynégétique* de l'EP PNC,
- M. Alain JAFFARD, président de la commission *Architecture-Urbanisme-Paysage* de l'EP PNC,
- M. Jean-Pierre LAFONT, président de la commission *Forêt* de l'EP PNC,
- Mme Michèle MANOA, présidente de la commission *EEDD-Sensibilisation* de l'EP PNC,
- M. Georges ZINSSTAG, président de la commission *Agriculture* de l'EP PNC,
- M. Xavier CANELLAS, représente M. Xavier GANDON, directeur de la DDT de Lozère.

Ayant donné mandat :

- M. Thomas VIDAL, président de la commission Biodiversité de l'EP PNC, a donné pouvoir à M. Henri COUDERC.

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n°2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,

Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le préfet de région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le préfet de région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°20170024 du 25 janvier 2017 du conseil d'administration de l'EP PNC par laquelle il délègue certaines de ses attributions au bureau,

Vu la délibération en date du 28/05/2018 du conseil municipal de la commune de Saint-Germain-de-Calberte autorisant le maire à signer la présente convention,

Sur proposition de la directrice de l'établissement,

Après un vote à l'unanimité, le bureau de l'EP PNC :

- approuve la convention d'application 2017-2020, relative à la mise en œuvre opérationnelle des objectifs et des orientations de charte du Parc national des Cévennes, avec la commune de Saint-Germain-de-Calberte ;
- autorise le président du conseil d'administration et la directrice de l'EP PNC à signer cette convention.

La secrétaire de séance,



Anne LEGILE

Le président du bureau,



Henri COUDERC

# CONVENTION D'APPLICATION

2017-2020

## DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES



ENTRE

la commune de **SAINT-GERMAIN-DE-CALBERTE**,  
représentée par son maire, Gérard LAMY et dénommée  
ci-après « **la collectivité** », **d'une part,**

ET

**l'établissement public du Parc national des Cévennes**,  
représenté par son président, Henri COUDERC, et sa  
directrice, Anne LEGILE, et dénommé ci-après  
« **l'établissement public** », **d'autre part,**

# C

PARC NATIONAL DES CÉVENNES  
RÉSERVE DE BIOSPHERE DES CÉVENNES  
PAYSAGE CULTUREL DES CAUSSES ET DES CÉVENNES

# CHARTRE



Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n° 2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,

Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le Préfet de la région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le Préfet de la région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération du bureau du Parc national des Cévennes du xx/xx/2018 autorisant la directrice et le président à signer la présente convention,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28/05/2018 autorisant le maire à signer la présente convention,

## **Préambule**

La Charte du Parc national des Cévennes est un projet collectif du territoire qui a vocation à être mis en œuvre par l'ensemble des acteurs le composant.

La réussite de sa mise en œuvre repose sur l'implication et la mobilisation de tous les acteurs du territoire dans l'esprit de la démarche homme et biosphère.

Cette démarche consiste à favoriser une gestion durable des ressources naturelles pour le bien-être des populations et un développement respectueux de la nature et des cultures.

Cette recherche permanente d'un équilibre homme et nature durable, se construit dans le partenariat, le dialogue et la concertation.

La convention d'application est l'outil qui recense les actions faisant l'objet de partenariat pour décliner territorialement et de manière opérationnelle la charte.

**Les signataires ont convenu ensemble de ce qui suit :**

### **Article 1 - Objet de la convention d'application**

La présente convention d'application de la charte du Parc national des Cévennes a pour objet :

- d'identifier et de réaliser un suivi des actions présentes ou à venir menées par la collectivité sur son territoire qui contribuent à la mise en œuvre de la charte du Parc national des Cévennes,
- de définir l'accompagnement de l'établissement public auprès de la collectivité pour mener à bien ces actions.

Le programme d'actions annexé pourra être révisé à mi-parcours.

Les deux parties s'engagent à contribuer à ce programme d'actions dans la limite de leurs moyens techniques, humains et financiers.

### **Article 2 - Territoire concerné et champ d'action**

La présente convention s'applique sur le territoire de la collectivité et dans la limite et le respect des compétences respectives de chacune des deux parties.

### **Article 3 - Date d'effet et durée de validité**

La présente convention d'application prend effet à la date de sa signature et prendra fin au plus tard 31 décembre 2020.

### **Article 4 – Gouvernance**

La collectivité désigne un **élu référent** correspondant de l'établissement public. L'élu référent assure un relais des actions entreprises et des informations auprès du conseil municipal et de la population.

L'établissement public est représenté par le **délégué territorial** du massif concerné. Il est le correspondant de la collectivité et s'assure de la coordination des actions de l'établissement public sur le territoire.

L'élu référent et le délégué territorial sont responsables de l'animation et du suivi de la présente convention.

Ils veillent à l'échange régulier d'informations sur les différents projets avec au moins une réunion physique à mi-parcours et une de bilan à la fin.

### **Article 5 - Communication**

- **Valorisation de l'adhésion à la charte**

Les deux parties partagent le crédit moral des actions menées conjointement. Pour celles-ci, il sera systématiquement fait mention des logotypes des deux parties sur chaque produit résultant de ce partenariat (communications, éditions...).

Par ailleurs, la collectivité s'engage à valoriser son appartenance au Parc national des Cévennes en :

- installant en entrée d'agglomération le **panneau *Commune du Parc national des Cévennes***,
- utilisant sur ces supports de communication le **logo *Commune du Parc national des Cévennes***.

L'établissement public fournira à la collectivité un kit de communication lui permettant de valoriser son adhésion à la Charte.

Enfin la collectivité recevra de manière privilégiée tous les supports de communication et actualités de l'établissement public.

- **Respect des règles de publicité des financeurs publics**

Pour toutes les actions pour lesquelles la collectivité bénéficie de financements directs ou indirects de la part de bailleurs de fonds y compris pour des actions portées par l'établissement public, la collectivité s'engage à respecter ses obligations en matière de publicité. A défaut, elle en supportera les conséquences financières.

#### **Article 6 – Modification de la présente convention**

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### **Article 7 - Clause de désaccord**

Cette convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Autant que faire se peut, les parties s'entendront à l'amiable pour résoudre leur différend dans l'exécution de la présente convention et si nécessaire la clôturer.

En cas de litige persistant, l'instance compétente est le tribunal administratif de Nîmes.

La résiliation est sans effet sur l'adhésion de la collectivité à la charte du Parc national des Cévennes.

Fait à ....., le .../.../.....

**Le maire de Saint-Germain-de-Calberte**

**M. Gérard LAMY**

**Le président du Conseil d'administration  
du Parc national des Cévennes**

**M. Henri COUDERC**

**La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes**

**Mme Anne LEGILE**

## PROGRAMME D' ACTIONS 2017-2020

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTÉ	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<b>Gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Est désigné comme élu référent : François Pinard-Legry</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 1.1.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Est désigné comme délégué territorial référent : Mariane Benoit</li> </ul>	
<b>Élaboration du document d'urbanisme</b>	<p><b>Le PLU est en voie d'achèvement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer à associer l'établissement public</li> <li>Définir un PLU compatible avec les orientations de la charte.</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 4.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagnement technique de la collectivité tout au long de la démarche</li> </ul>	Les autres personnes publiques associées
<b>Réglementation de la publicité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Associer l'établissement public à la réflexion sur la publicité en agglomération (dans cadre PLU)</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 7.3.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner la collectivité dans le choix d'un outil adéquat à la pression publicitaire (SIL, RIS ou RLP)</li> <li>Mettre à disposition la charte signalétique <i>Cœur de village</i></li> </ul>	STAP 48, CD 48, CD 07, intercommunalités, DDT
<b>Protection des rapaces</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrer la présence de périmètres de quiétude dans les actions et projets, notamment règlementer la circulation et informer les porteurs de projets pouvant porter atteintes aux rapaces.</li> </ul>	<i>Mesure 2.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivre tout ou partie des périmètres de quiétude (selon moyens disponibles) et informer la commune sur ce dispositif lors d'un rdv annuel</li> <li>Suivre et actualiser la méthodologie d'élaboration</li> </ul>	Associations locales de protection de l'environnement, animateurs Natura 2000
<b>Modernisation de l'éclairage public</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de programme cadre mais remplacement progressif du matériel (SDE associé)</li> <li>Pas d'extinction prévue mais réflexion pour une extinction temporaire sur le village vacances</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 4.3.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser le public aux enjeux naturalistes lors du <i>Jour de la Nuit</i></li> </ul>	ADEME Occitanie, Région Occitanie, SDEE 48, ALE 48, ANPCEN

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<b>Promotion de la technique de construction en pierre sèche</b>	<p><i>Dans le droit fil de la précédente convention, cet engagement de la charte a déjà été réalisé par la commune</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réflexion sur réfection murs de soutènement (parcelle 282)</li> </ul>	<p><i>Engagement de la charte</i> <i>Mesure 4.2.3</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner la collectivité administrativement et techniquement</li> <li>• Mettre à disposition des documents de sensibilisation</li> <li>• Mettre à disposition un cahier des charges type</li> <li>• Aider à l'intégration des exigences sur la pierre sèche dans les documents de planification urbaine</li> </ul>	<p>ABPS CD 48, CD 07 CGET Massif central CNFPT</p>
<b>Collectivité zéro pesticide</b>	<p><i>Un désherbeur thermique a été acquis pour la mise en place d'alternatives aux pesticides et l'engagement de la commune à la non-utilisation des pesticides est relayé auprès des habitants (outils mis à disposition du Smage/plaquette et exposition du SMAGE...)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Former les agents communaux à des techniques alternatives</li> </ul>	<p><i>Engagement de la Charte</i> <i>Mesure 3.4.3.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposition avec le CNFPT d'un cycle de formation</li> <li>• Mettre en réseau et faciliter les échanges sur les bonnes pratiques</li> <li>• Mettre à disposition une plaquette de sensibilisation des habitants</li> </ul>	<p>Agences de l'eau et certains syndicats de bassin CNFPT</p>
<b>Education à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans les établissements scolaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivre et s'impliquer dans le projet EEDD mené dans l'établissement scolaire de la collectivité</li> <li>• Participer aux frais engendrés par les déplacements pour la sortie de restitution du projet scolaire EEDD conduit avec l'établissement public</li> </ul>	<p><i>Mesure 1.3.4</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer une offre EEDD</li> <li>• Accompagner l'établissement scolaire dans sa mise en œuvre</li> <li>• Mettre à disposition des ressources (intervenants, documents)</li> </ul>	<p>Éducation nationale, acteurs locaux de l'EEDD</p>

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Réalisation d'un atlas de la biodiversité communale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sous réserve de financements (notamment nouvel appel à projet de l'Agence Française de Biodiversité) : être maître d'ouvrage d'un atlas de la biodiversité communale et mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires</li> </ul>	Mesures 1.2.1 et 1.2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Apporter un appui technique et mobiliser des moyens humains pour co-animer la démarche, améliorer la connaissance, coordonner les animations et le volet scolaire...</li> </ul>	Toute personne ou structure intéressée
Valorisation du village	<p><b><i>Dans le droit fil de la précédente convention, la valorisation du foyer Bonnal est en cours</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration paysagère du lotissement, travail en cours avec le CAUE</li> <li>Traitement des ruelles du village, création d'un nouveau quartier, en cours (demande dans cadre du contrat territorial)</li> <li>Pré-candidature au programme Centre-bourg de la Région Occitanie</li> </ul>	Orientation 4.1 Mesures 4.2.1 et 4.2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner sur la méthodologie et sur un plan technique</li> <li>Appui technique à la candidature</li> </ul>	ATCC CAUE DDT Communauté de communes Des Cévennes au Mont Lozère
Voie Royale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretien des ouvrages de la Voie Royale (mise à disposition d'un temps de travail ponctuel des agents), implication des membres qualifiés du conseil municipal</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à l'entretien des ouvrages via notamment l'organisation de chantiers collectifs</li> </ul>	ONF, DRAC, la commune de Saint-Martin-de-Lansuscle

\* L'accompagnement de l'établissement public est conditionné à une éventuelle priorisation des demandes à l'échelle de l'ensemble du territoire du Parc national.